

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/203223]

18 MAI 2017. — Décret relatif à la reconnaissance et aux obligations des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE PRELIMINAIRE. — *Du champ d'application et des définitions*

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique aux établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus dont le ressort territorial n'excède pas la région de langue française.

Art. 2. Au sens du présent décret, on entend par :

1^o l'organe représentatif agréé : les organes représentatifs des cultes reconnus par l'autorité fédérale;

2^o les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus : les fabriques d'églises et les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus visés à l'article 6, § 1^{er}, VII, 6^o, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

3^o les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus et financés au niveau communal : les établissements chargés de la gestion du temporel du culte qui, en vertu de la loi, disposent d'un droit de financement à l'égard de la ou des communes sur lesquelles s'étend leur territoire;

4^o les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus et financés au niveau provincial : les établissements chargés de la gestion du temporel du culte qui, en vertu de la loi, disposent d'un droit de financement à l'égard de la ou des provinces sur lesquelles s'étend leur territoire;

5^o la déchéance : le mécanisme visé à l'article 15 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

6^o le retrait de la reconnaissance : l'action de retirer la reconnaissance d'un établissement visé à l'article 2, 2^o, accordée en application des législations existantes et du chapitre 1^{er} du présent décret;

7^o la communauté culturelle locale : un groupe d'individus pratiquant un même culte sur un territoire déterminé dans un lieu dédié à cet effet.

CHAPITRE I^{er}. — *De la demande de reconnaissance*

Art. 3. L'organe représentatif agréé est seul compétent pour introduire, auprès du Gouvernement wallon, une demande de reconnaissance d'une communauté culturelle locale d'un culte reconnu par l'autorité fédérale.

Art. 4. § 1^{er}. Toute demande motivée de reconnaissance est accompagnée de :

1^o la structure juridique actuelle de la communauté culturelle locale;

2^o un listing des communes de la province qui seront desservies par l'établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus;

3^o l'identification de toutes les personnes physiques qui exerceront les fonctions de membres du premier organe de l'établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus et, pour chacune d'elles, un extrait de casier judiciaire vierge;

4^o un extrait de la matrice cadastrale du bâtiment ou des bâtiments utilisés comme lieu de culte, reprenant le nom et l'adresse du propriétaire actuel, la nature du bien, la section, le numéro parcellaire, l'année de construction, la superficie de la parcelle, le revenu cadastral non indexé;

5^o une copie du permis d'urbanisme du bâtiment ou des bâtiments utilisés comme lieu de culte, délivré spécifiquement dans le cadre de l'activité culturelle envisagée;

6^o un rapport d'architecte ou notaire ou géomètre concernant l'état général du bâtiment ou des bâtiments utilisés comme lieu de culte, et indiquant notamment la superficie;

7^o une copie des contrats d'assurances incendie et responsabilité civile du bâtiment ou des bâtiments utilisés comme lieu de culte;

8^o l'attestation du commandant des pompiers, datée de moins de douze mois par rapport à la date d'introduction de la demande de reconnaissance, sur la conformité aux normes de sécurité en vigueur, du bâtiment ou des bâtiments utilisés comme lieu de culte;

9^o une note signée par les personnes visées au 3^o spécifiant la nature des droits réels, sur le bâtiment ou les bâtiments utilisés comme lieu de culte, dont disposera l'établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus ainsi que tout document probant, ou à défaut, lorsque le bâtiment ou les bâtiments utilisés comme lieu de culte n'appartiennent pas à un pouvoir public, une copie de la convention d'utilisation du bâtiment ou des bâtiments utilisés comme lieu de culte conclue avec le propriétaire;

10^o une note signée par les personnes visées au 3^o confirmant l'adéquation de la superficie du bâtiment ou des bâtiments utilisés comme lieu de culte au regard du nombre réel de membres de la communauté culturelle locale;

11^o une note signée par les personnes visées au 3^o contenant une projection du nombre de membres de la communauté culturelle locale au cours des six prochaines années et, en cas d'insuffisance de la superficie du bâtiment ou des bâtiments utilisés comme lieu de culte, au regard de la progression attendue de la communauté culturelle locale, les solutions envisagées pour y faire face;

12^o une déclaration écrite par laquelle les personnes visées au 3^o dont le ou les ministres du culte s'engagent à respecter la législation sur l'emploi des langues en matière administrative;

13^o pour les personnes visées au 3^o dont le ou les Ministres du culte, une déclaration sur l'honneur, dûment signée par chacun d'entre eux et attestant qu'ils s'engagent à :

a) respecter la Constitution, la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et l'ensemble des législations existantes;

b) ne pas collaborer à des actes contraires à la Constitution, à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et aux législations existantes;

c) déployer les efforts nécessaires à ce que la communauté culturelle locale dont elles sont membres ne soit pas associée à des propos ou à des actes contraires à la Constitution et à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.”;

14° un état détaillé de la situation patrimoniale (patrimoine financier, patrimoine immobilier – le dossier titre –,...);

15° les budgets et comptes des trois dernières années de la structure juridique reprise au 1°;

16° une projection budgétaire à trois ans, sincère et réaliste, basée sur des éléments objectifs, notamment sur l'état patrimonial et qui concrétisera la progression attendue de la communauté culturelle locale;

17° l'attestation d'enregistrement visée à l'article 17, portant une date antérieure d'au minimum trois années par rapport à la date de demande de reconnaissance visée à l'article 3;

18° tout autre document estimé pertinent par l'organe représentatif agréé.

§ 2. En cas d'incomplétude du dossier concernant les éléments visés au paragraphe 1^{er}, 1° à 17°, le Gouvernement wallon ou son délégué sollicite de l'organe représentatif agréé, les documents manquants.

§ 3. Le Gouvernement établit les modèles de documents visés au paragraphe 1^{er}, 9° à 13°, auxquels la demande doit se conformer sous peine d'irrecevabilité.

Art. 5. § 1^{er}. Dès réception du dossier complet, le Gouvernement wallon ou son délégué transmet une copie de celui-ci, pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau communal, à la commune ou aux communes concernées, et pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau provincial, à la province concernée et à la commune sur le territoire de laquelle est situé le lieu de culte.

§ 2. Dans les soixante jours suivant la réception de la copie du dossier, le conseil communal de la ou des communes concernées, pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau communal, ou le conseil provincial de la province concernée, et le conseil communal de la commune sur le territoire de laquelle est situé le lieu de culte, pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau provincial, transmettent leur avis. Ce délai est prorogeable de même durée et à deux reprises, par le collège communal de la ou des communes concernées, pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau communal, ou le collège provincial de la province concernée, et le collège communal de la commune sur le territoire de laquelle est situé le lieu de culte pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau provincial. Le délai est suspendu entre le 15 juillet et le 15 août. Le collège communal de la ou des communes concernées, pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau communal, ou le collège provincial de la province concernée, et le collège communal de la commune sur le territoire de laquelle est situé le lieu de culte, pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau provincial, transmettent leur décision de prorogation. Cette notification se fait, à peine de nullité, au plus tard le jour de l'échéance du délai.

L'avis est accompagné d'un rapport sur l'état du bâtiment ou des bâtiments utilisés comme lieu de culte. A cette fin, la ou les communes concernées ou la province concernée désignent une ou plusieurs personnes chargées de réaliser une visite des lieux.

A défaut de transmission de l'avis dans le délai, la procédure se poursuit conformément à l'article 6.

Art. 6. Dès réception de l'avis du conseil communal de la ou des communes concernées, pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau communal, ou du conseil provincial de la province concernée, et du conseil communal de la commune sur le territoire de laquelle est situé le lieu de culte, pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau provincial, ou à défaut de transmission d'avis dans le délai visé à l'article 5, § 2, alinéa 1^{er}, dès l'expiration de ce dernier, le Gouvernement wallon ou son délégué transmet une copie du dossier complet au Ministre de la Justice qui rend un avis.

Art. 7. Dès réception de l'avis visé à l'article 6, l'instruction de la demande débute.

Art. 8. Le Gouvernement wallon évalue la demande de reconnaissance sur base des critères suivants :

1° l'existence d'un lieu de culte conforme à l'usage auquel il est destiné et adapté à la taille de la communauté culturelle locale;

2° l'existence d'une structure juridique adaptée au statut public sollicité et répondant à des obligations légales;

3° l'absence de violation, par les membres des organes de gestion de l'établissement cultuel dont le ou les Ministres du culte, de la Constitution, la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et l'ensemble des législations existantes, ainsi que la démonstration de leur capacité de gestion administrative et financière.

Art. 9. § 1^{er}. La décision du Gouvernement wallon est notifiée à l'organe représentatif agréé, à la structure juridique de la communauté culturelle locale, au Ministre de la Justice, et pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau communal, à la commune ou aux communes concernées et au gouverneur de la province concernée, et pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau provincial, à la province concernée et à la commune sur le territoire de laquelle est situé le lieu de culte.

§ 2. La décision du Gouvernement wallon est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

CHAPITRE II. — *Des obligations des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus*

Art. 10. § 1^{er}. Outre les obligations inscrites dans les législations spécifiques, l'établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus est tenu aux obligations suivantes :

1° être titulaire des droits réels sur le ou les bâtiments utilisés comme lieu de culte ou, à défaut, lorsque le bâtiment ou les bâtiments utilisés comme lieu de culte n'appartiennent pas à un pouvoir public, être en mesure de fournir une copie de la convention d'utilisation du bâtiment ou des bâtiments utilisés comme lieu de culte, conclue avec le propriétaire;

2° être en mesure de fournir une copie du permis d'urbanisme du bâtiment ou des bâtiments utilisés comme lieu de culte délivré spécifiquement dans le cadre de l'activité culturelle envisagée;

3° être en mesure de fournir la preuve de l'existence des contrats d'assurances incendie et responsabilité civile pour le bâtiment ou les bâtiments utilisés comme lieu de culte;

4° être en mesure de fournir une copie de l'attestation du commandant des pompiers sur la conformité aux normes de sécurité en vigueur, du bâtiment ou des bâtiments utilisés comme lieu de culte;

5° pour les membres des organes de gestion dont le ou les Ministres du culte, une déclaration sur l'honneur, dûment signée par chacun d'entre eux et attestant qu'ils s'engagent à :

a) respecter la Constitution, la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et l'ensemble des législations existantes;

b) ne pas collaborer à des actes contraires à la Constitution, à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et aux législations existantes;

c) déployer les efforts nécessaires à ce que la communauté culturelle locale dont ils sont membres ne soit pas associée à des propos ou à des actes contraires à la Constitution et à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

6° être en mesure, pour les membres des organes de gestion dont le ou les Ministres du culte, de fournir une déclaration écrite d'engagement au respect de la législation sur l'emploi des langues en matière administrative.

§ 2. Sur sollicitation du Gouvernement wallon ou de son délégué, les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus communiquent dans les trente jours les documents visés au paragraphe 1^{er}.

Sur sollicitation de la ou des communes concernées, pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau communal, ou de la province concernée, pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau provincial, l'établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus communique dans les trente jours les documents visés au paragraphe 1^{er}.

Sur sollicitation de la commune sur le territoire de laquelle se trouve le ou les lieux de culte d'un établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus, celui-ci communique dans les trente jours les documents visés au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Le Gouvernement établit les modèles de documents visés au paragraphe 1^{er}, 1°, 5° et 6° auxquels les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus doivent se conformer en vue du respect des obligations visées au paragraphe 1^{er}.

CHAPITRE III. — *Du retrait de la reconnaissance*

Art. 11. § 1^{er}. Le Gouvernement wallon entame une procédure pouvant amener au retrait de la reconnaissance d'un établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus qui se trouve dans l'une des situations suivantes :

1° l'établissement ne remplit plus au moins une des conditions qui ont permis sa reconnaissance;

2° l'établissement ne satisfait pas aux conditions imposées par le chapitre II;

3° l'établissement ne dispose plus d'un organe de gestion;

4° l'établissement déchu n'a pas remis, dans le délai imposé par l'article 14, son rapport d'activités;

5° l'établissement a transféré son lieu de culte sans en avertir préalablement le Gouvernement wallon, conformément au chapitre VIII;

6° les membres des organes de gestion de l'établissement dont le ou les Ministres du culte ne respectent pas les termes de la déclaration sur l'honneur conformément à l'article 10, § 1^{er}, 5°;

7° l'établissement a bénéficié d'un don ou d'un legs soumis à la tutelle générale à transmission obligatoire en application des articles L3161-4 et L3161-8 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et n'a pas transmis l'acte accompagné des pièces justificatives à l'autorité de tutelle.

Art. 12. Dans le cadre de l'instruction du dossier, l'établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus concerné ainsi que l'organe représentatif agréé sont interrogés.

Art. 13. § 1^{er}. La décision du Gouvernement wallon est notifiée à l'organe représentatif agréé, le cas échéant à la structure juridique de la communauté culturelle locale, au Ministre de la Justice, et pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau communal, à la commune ou aux communes concernées et au gouverneur de la province concernée, et pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau provincial, à la province concernée et à la commune sur le territoire de laquelle est situé le lieu de culte.

§ 2. La décision du Gouvernement wallon est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

CHAPITRE IV. — *Des obligations des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus qui ont fait l'objet d'une déchéance*

Art. 14. § 1^{er}. L'établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus qui a fait l'objet d'une déchéance, conformément aux dispositions prévues à l'article 15 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, adresse annuellement un rapport d'activités au Gouvernement wallon qui en détermine les modalités de rédaction.

§ 2. Le rapport visé au paragraphe 1^{er} est adressé au plus tard le 15 février et retrace l'activité exercée au cours de l'année précédente.

§ 3. Le rapport visé au paragraphe 1^{er} mentionne, notamment, l'adresse du ou des bâtiments utilisés comme lieu de culte, la composition des organes de gestion et tout élément permettant de vérifier l'effectivité de la mission publique qui lui est dévolue et le respect des critères de reconnaissance visés à l'article 8.

CHAPITRE V. — *De l'enregistrement des communautés culturelles*

Art. 15. Toute communauté, non reconnue ou dont la reconnaissance a été retirée en application du chapitre III, et au sein de laquelle s'exerce une activité culturelle, adresse au Gouvernement wallon une déclaration d'enregistrement.

Art. 16. § 1^{er}. La déclaration d'enregistrement comprend :

1° le nom de la communauté;

2° l'adresse du ou des bâtiments utilisés comme lieu de culte;

3° la structure juridique actuelle de la communauté;

4° les coordonnées du responsable (nom, prénoms, nationalité, adresse postale, coordonnées téléphoniques, courriel, numéro national);

5° les coordonnées du ministre du culte (nom, prénoms, nationalité, adresse postale, coordonnées téléphoniques, courriel, numéro national);

6° le nombre de personnes fréquentant le ou les bâtiments utilisés comme lieu de culte;

7° une copie du permis d'urbanisme du bâtiment ou des bâtiments utilisés comme lieu de culte délivré spécifiquement dans le cadre de l'activité culturelle envisagée;

8° une copie des contrats d'assurances incendie et responsabilité civile du bâtiment ou des bâtiments utilisés comme lieu de culte;

9° l'attestation du commandant des pompiers sur la conformité aux normes de sécurité en vigueur, du bâtiment ou des bâtiments utilisés comme lieu de culte.

§ 2. Toute modification ultérieure des mentions visées au paragraphe 1^{er} fait l'objet d'une déclaration complémentaire.

§ 3. Le Gouvernement wallon établit le modèle de déclaration visé au paragraphe 1^{er} auquel la communauté doit se conformer sous peine d'irrecevabilité de la déclaration.

Art. 17. § 1^{er}. En cas d'incomplétude des éléments visés à l'article 16, § 1^{er}, le Gouvernement wallon ou son délégué sollicite la communauté afin d'obtenir les informations manquantes.

§ 2. Dès réception de l'ensemble des éléments visés à l'article 16, § 1^{er}, le Gouvernement wallon ou son délégué adresse à la communauté une attestation d'enregistrement datée.

§ 3. Le Gouvernement wallon établit le modèle d'attestation visé au paragraphe 2.

CHAPITRE VI. — *De la fusion des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus*

Art. 18. L'organe représentatif agréé introduit, auprès du Gouvernement wallon, une demande de fusion de deux ou plusieurs établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus.

Art. 19. § 1^{er}. La demande motivée est accompagnée de :

1° l'identification des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus dont la fusion est envisagée;

2° les données d'identification de l'établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus devant être considéré comme l'entité absorbante et qui subsiste après la fusion;

3° le sort réservé aux biens mobiliers et immobiliers du ou des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus devant être considérés comme entité absorbée;

4° le sort réservé au bâtiment ou aux bâtiments utilisés comme lieu de culte par les entités absorbées;

5° l'impact en matière de places rémunérées des Ministres du culte attachés aux lieux de culte des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus dont la fusion est demandée;

6° une copie de la délibération adoptée par chacun des organes chargés de la gestion des établissements visés aux 1° et 2° relative à la fusion envisagée, au sort réservé aux biens mobiliers et immobiliers visés au 3° et au sort réservé au bâtiment ou aux bâtiments utilisés comme lieu de culte des entités absorbées;

7° une copie de la délibération du conseil communal de la ou des communes concernées, pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau communal, ou du conseil provincial de la province concernée, pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau provincial émettant un avis relatif à la fusion envisagée, et au sort réservé au(x) bâtiment(s) utilisé(s) comme lieu de culte des entités absorbées;

8° tout autre document probant.

§ 2. En cas d'incomplétude du dossier concernant les éléments visés au paragraphe 1^{er}, 1° à 7°, le Gouvernement wallon ou son délégué sollicite de l'organe représentatif agréé, les documents manquants.

Art. 20. Dès réception du dossier complet, le Gouvernement wallon ou son délégué transmet une copie de celui-ci au Ministre de la Justice qui rend un avis.

Art. 21. Dès réception de l'avis visé à l'article 20, l'instruction de la demande débute.

Art. 22. § 1^{er}. La décision du Gouvernement wallon est notifiée à l'organe représentatif agréé, à l'établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus, au Ministre de la Justice, et pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau communal, à la commune ou aux communes concernées, et au gouverneur de la province concernée, et pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau provincial, à la province concernée.

§ 2. La décision du Gouvernement wallon est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

CHAPITRE VII. — *De la modification des limites territoriales des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau communal*

Art. 23. L'organe représentatif agréé introduit, auprès du Gouvernement wallon, une demande de modification des limites territoriales d'un établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financé au niveau communal.

Art. 24. § 1^{er}. La demande motivée est accompagnée de :

1° l'identification du ou des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus impactés par la modification des limites territoriales envisagée;

2° un plan reprenant les nouvelles limites territoriales envisagées;

3° une copie de la délibération adoptée par chacun des organes chargés de la gestion des établissements visés au 1° relative à la modification des limites territoriales envisagée;

4° une copie de la délibération du conseil communal de la ou des communes impactées par la modification des limites territoriales envisagée, émettant un avis relatif à ladite modification;

5° tout autre document probant.

§ 2. En cas d'incomplétude du dossier concernant les éléments visés au paragraphe 1^{er}, 1° à 4°, le Gouvernement wallon ou son délégué sollicite de l'organe représentatif agréé, les documents manquants.

Art. 25. Dès réception du dossier complet, l'instruction de la demande débute.

Art. 26. § 1^{er}. La décision du Gouvernement wallon est notifiée à l'organe représentatif agréé, à l'établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus, au Ministre de la Justice, au gouverneur de la province concernée et à la commune ou aux communes concernées.

§ 2. La décision du Gouvernement wallon est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

CHAPITRE VIII. — *De la désaffectation des lieux de culte reconnus*

Art. 27. L'organe représentatif agréé introduit, auprès du Gouvernement wallon, une demande de désaffectation d'un lieu de culte reconnu.

Art. 28. § 1^{er}. La demande motivée est accompagnée de :

1° l'identification de l'établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus ayant l'administration du lieu de culte dont la désaffectation est demandée;

2° l'identification du lieu de culte dont la désaffectation est demandée;

3° le sort réservé aux biens mobiliers du lieu de culte dont la désaffectation est demandée;

4° l'impact en matière de place rémunérée de ministre du culte attaché au lieu de culte de l'établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus, dont la désaffectation est demandée;

5° une copie de la délibération de l'organe chargé de la gestion de l'établissement visé au 1° relative à la désaffectation envisagée;

6° une copie de la délibération du conseil communal de la ou des communes concernées, pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau communal, ou du conseil provincial de la province concernée, pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau provincial émettant un avis relatif à la désaffectation envisagée;

7° tout autre document probant.

§ 2. En cas d'incomplétude du dossier concernant les éléments visés au paragraphe 1^{er}, 1° à 6°, le Gouvernement wallon ou son délégué sollicite de l'organe représentatif agréé, les documents manquants.

Art. 29. En cas de désaffectation du bâtiment principalement affecté à l'exercice du culte, la demande est complétée soit d'une demande de fusion, telle que visée au chapitre VI, soit d'une demande de transfert du lieu de culte telle que visée au chapitre IX.

Art. 30. En présence d'une place rémunérée de ministre du culte attaché au lieu de culte de l'établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus, dont la désaffectation est demandée, le Gouvernement wallon ou son délégué transmet, dès réception du dossier, une copie de celui-ci au Ministre de la Justice qui rend un avis.

Art. 31. Dès réception de l'avis visé à l'article 30, ou, en l'absence de place rémunérée de ministre du culte attaché au lieu de culte de l'établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus, dont la désaffectation est demandée, dès réception du dossier complet, l'instruction de la demande débute.

Art. 32. § 1^{er}. La décision du Gouvernement wallon est notifiée à l'organe représentatif agréé, à l'établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus, au Ministre de la Justice, et pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau communal, à la commune ou aux communes concernées, et au gouverneur de la province concernée, et pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau provincial, à la province concernée et à la commune sur le territoire de laquelle est situé le lieu de culte.

§ 2. La décision du Gouvernement wallon est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

CHAPITRE IX. — *Transfert du lieu de culte*

Art. 33. Tout établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus qui souhaite transférer son lieu de culte sollicite préalablement et par écrit l'autorisation du Gouvernement wallon et en informe son organe représentatif agréé.

Art. 34. § 1^{er}. Le courrier motivé s'accompagne de :

1° une copie de la délibération de l'organe chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus qui décide du transfert du lieu de culte, contenant des éléments sur l'adéquation de la superficie du bâtiment utilisé comme nouveau lieu de culte au regard du nombre actuel de membres de la communauté culturelle locale et de son évolution;

2° une copie du permis d'urbanisme du bâtiment utilisé comme nouveau lieu de culte délivré spécifiquement dans le cadre de l'activité culturelle envisagée;

3° un extrait de la matrice cadastrale du nouveau lieu de culte, reprenant le nom et l'adresse du propriétaire actuel, la nature du bien, la section, le numéro parcellaire, l'année de construction, la superficie de la parcelle, le revenu cadastral non indexé;

4° la preuve de l'existence des contrats d'assurances incendie et responsabilité civile pour le bâtiment utilisé comme nouveau lieu de culte;

5° une copie de l'attestation du commandant des pompiers sur la conformité aux normes de sécurité en vigueur, du bâtiment utilisé comme nouveau lieu de culte;

6° tout document spécifiant la nature des droits réels, sur le bâtiment utilisé comme nouveau lieu de culte, dont dispose l'établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus ou, à défaut, une copie de la convention d'utilisation du bâtiment utilisé comme nouveau lieu de culte;

7° tout autre document probant.

§ 2. En cas d'incomplétude du dossier concernant les éléments visés au paragraphe 1^{er}, 1° à 6°, le Gouvernement wallon ou son délégué sollicite de l'établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus les documents manquants.

Art. 35. § 1^{er}. Dès réception du dossier complet, le Gouvernement wallon ou son délégué transmet une copie de celui-ci, pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau communal, à la commune ou aux communes concernées, et pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau provincial, à la province concernée et à la commune sur le territoire de laquelle est situé le lieu de culte.

§ 2. Dans les soixante jours suivant la réception de la copie du dossier, le conseil communal de la ou des communes concernées, pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau communal, ou le conseil provincial de la province concernée, et le conseil communal de la commune sur le territoire de laquelle est situé le lieu de culte, pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau provincial, transmettent leur avis. Le délai est suspendu entre le 15 juillet et le 15 août.

L'avis est accompagné d'un rapport sur l'état du nouveau bâtiment envisagé comme lieu de culte et notamment, sa superficie. A cette fin, la ou les communes concernées ou la province concernée désignent une ou plusieurs personnes chargées de réaliser une visite des lieux.

A défaut de transmission de l'avis dans le délai, la procédure se poursuit conformément à l'article 36.

Art. 36. Dès réception de l'avis du conseil communal de la ou des communes concernées, pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau communal, ou du conseil provincial de la province concernée, et du conseil communal de la commune sur le territoire de laquelle est situé le lieu de culte, pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau provincial, ou à défaut de transmission d'avis dans le délai visé à l'article 35, § 2, alinéa 1^{er}, dès l'expiration de ce dernier, l'instruction de la demande débute.

Art. 37. § 1^{er}. La décision du Gouvernement wallon est notifiée à l'organe représentatif agréé, à l'établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus, au Ministre de la Justice, et pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau communal, à la commune ou aux communes concernées et au gouverneur de la province concernée, et pour les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, et financés au niveau provincial, à la province concernée et à la commune sur le territoire de laquelle est situé le lieu de culte.

§ 2. La décision du Gouvernement wallon est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

CHAPITRE X. — Mesures transitoires

Art. 38. § 1^{er}. Le présent décret est applicable, dès son entrée en vigueur :

1° à toute demande de reconnaissance visée au chapitre I^{er} qui n'a pas fait l'objet d'une décision du Gouvernement wallon avant son entrée en vigueur;

2° à toute demande de fusion de deux ou plusieurs établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus visée au chapitre VI qui n'a pas fait l'objet d'une décision du Gouvernement wallon avant son entrée en vigueur;

3° à toute demande de modification des limites territoriales des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus visée au chapitre VII qui n'a pas fait l'objet d'une décision du Gouvernement wallon avant son entrée en vigueur;

4° à toute demande de désaffectation d'un lieu de culte reconnu visée au chapitre VIII qui n'a pas fait l'objet d'une décision du Gouvernement wallon avant son entrée en vigueur;

5° à toute demande de transfert d'un lieu de culte visée au chapitre IX qui n'a pas fait l'objet d'une décision du Gouvernement wallon avant son entrée en vigueur.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1^{er}, 1°, les demandes de reconnaissance introduites par l'organe représentatif plus de trois ans avant l'entrée en vigueur du présent décret ne sont pas accompagnées de l'attestation d'enregistrement visée à l'article 4, § 1^{er}, 17°.

Art. 39. Les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus disposent d'un délai de douze mois à dater de l'entrée en vigueur du présent décret pour se conformer aux dispositions de l'article 10, § 1^{er}.

Art. 40. Les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus qui ont fait l'objet d'une déchéance transmettent leur rapport d'activités, tel que visé à l'article 14, portant sur l'année 2017, au plus tard le 15 février 2018.

Art. 41. Les communautés au sein desquelles s'exerce une activité culturelle disposent d'un délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur du présent décret pour se conformer à l'obligation d'enregistrement visée au chapitre V.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 18 mai 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Energie,
Ch. LACROIX

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville et du Logement,
P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

—
Note

(1) Session 2016-2017.

Documents du Parlement wallon, 770 (2016-2017), n^{os} 1 à 7.

Compte rendu intégral, séance plénière du 17 mai 2017.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/203223]

18 MEI 2017. — Decreet betreffende de erkenning en de verplichtingen van de instellingen belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

INLEIDEND HOOFDSTUK. — *Toepassingsgebied en begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de instellingen belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten waarvan het territoriaal ambtsgebied de Franse taalgebied niet overschrijdt.

Art. 2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° het erkende representatieve orgaan : de representatieve organen van de erediensten die door de Federale overheid worden erkend;

2° de instellingen belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten : de kerkfabrieken en de instellingen belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten bedoeld in artikel 6, § 1, VII, 6°, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

3° de instellingen die belast zijn met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten en die op gemeentelijk vlak worden gefinancierd : de instellingen belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten die, krachtens de wet, over een financieringsrecht beschikken t.o.v. de gemeente(n) waarop hun gebied zich uitstrekt;

4° de instellingen die belast zijn met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten en die op provinciaal vlak worden gefinancierd : de instellingen belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten die, krachtens de wet, over een financieringsrecht beschikken t.o.v. de provincie(s) waarop hun gebied zich uitstrekt;

5° het verval : het mechanisme bedoeld in artikel 15 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;

6° de intrekking van de erkenning : het intrekken van de erkenning van een inrichting bedoeld in artikel 2, 2°, die toegekend is overeenkomstig de bestaande wetgevingen en hoofdstuk I van dit decreet;

7° de plaatselijke geloofsgemeenschap : een groep personen die dezelfde eredienst op een bepaald grondgebied in een daartoe bestemde plaats beoefenen.

HOOFDSTUK I. — *Erkenningsaanvraag*

Art. 3. Het erkende representatieve orgaan is alleen bevoegd om een erkenningsaanvraag van een plaatselijke geloofsgemeenschap voor een eredienst erkend door de Federale overheid bij de Waalse Regering in te dienen.

Art. 4. § 1. Elke met redenen omklede erkenningsbeslissing gaat vergezeld van :

1° de huidige juridische structuur van de plaatselijke geloofsgemeenschap;

2° een lijst van de gemeenten van de provincie die zullen worden bediend door de instelling belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten;

3° de identificatie van alle natuurlijke personen die de functies zullen uitoefenen van lid van het eerste orgaan van de instelling belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten en voor elke onder hen, een uittreksel uit zijn blanco strafregister;

4° een uittreksel van de kadastrale legger van het gebouw of van de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst, met vermelding van de naam en het adres van de huidige eigenaar, de aard van het goed, de sectie, het nummer van het perceel, het bouwjaar, de oppervlakte van het perceel, het niet-geïndexeerde kadastraal inkomen;

5° een afschrift van de stedenbouwkundige vergunning van het gebouw of van de gebouwen gebruik als plaats van eredienst, die specifiek in het kader van de overwogen geloofsactiviteit afgegeven wordt;

6° een verslag van een architect of een notaris of een landmeter betreffende de algemene staat van het gebouw of van de gebouwen gebruik als plaats van eredienst, waarin met name de oppervlakte wordt vermeld;

7° een afschrift van de verzekeringspolissen inzake brand en burgerlijke aansprakelijkheid van het gebouw of van de gebouwen gebruik als plaats van eredienst;

8° het attest van de commandant van de brandweerdienst, dat dateert van minder dan twaalf maanden ten opzichte van de datum van indiening van de erkenningsaanvraag en waaruit blijkt dat het gebouw of de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst met de vigerende veiligheidsnormen overeenstemmen;

9° een nota getekend door de in 3° bedoelde personen, met vermelding van de aard van de zakelijke rechten op het gebouw of de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst, waarover de instelling belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten zal beschikken evenals elk ander bewijsstuk of, bij gebreke daarvan, wanneer het gebouw of de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst niet aan een overheid toebehoren, een afschrift van de met de eigenaar gesloten overeenkomst betreffende het gebruik van het gebouw of de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst;

10° een nota getekend door de in 3° bedoelde personen waarbij de afstemming van de oppervlakte van het gebouw of de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst op het werkelijke aantal leden van de plaatselijke geloofsgemeenschap wordt bevestigd;

11° een nota getekend door de in 3° bedoelde personen met vermelding van een prognose van het aantal leden van de plaatselijke geloofsgemeenschap tijdens de zes volgende jaren en, in geval van onvoldoende oppervlakte van het gebouw of van de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst ten aanzien van de verwachte toename van de plaatselijke geloofsgemeenschap, van de overwogen oplossingen om daaraan het hoofd te bieden;

12° een schriftelijke verklaring waarbij de in 3° bedoelde personen of de bedienaar (bedienaars) van de eredienst zich ertoe verbinden de wetgeving op het gebruik der talen in bestuurszaken na te leven;

13° voor de in 3° bedoelde personen, onder wie de bedienaar(s) de eredienst, een verklaring op erewoord, die door elk onder hen behoorlijk ondertekend is en waaruit blijkt dat ze zich ertoe verbinden :

a) de Grondwet, het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en het geheel van de bestaande wetgevingen na te leven;

b) niet hun medewerking te verlenen aan handelingen strijdig met de Grondwet, het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en de bestaande wetgevingen;

c) de nodige inspanningen te leveren die nodig zijn opdat de plaatselijke geloofsgemeenschap, waarvan ze lid zijn, niet in verband zou worden gebracht met woorden of handelingen strijdig met de Grondwet, het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.”;

14° een gedetailleerde staat van de vermogenstoestand (geldelijk vermogen, onroerend vermogen – de effectenportefeuille –,...);

15° de begrotingen en rekeningen van de drie laatste jaren van de in 1° bedoelde juridische structuur;

16° een juiste en realistische begrotingsprognose over drie jaar gegrond op objectieve elementen, met name op de vermogensstaat en die de verwachte toename van de plaatselijke geloofsgemeenschap zal concretiseren;

17° het in artikel 17 bedoelde registratie-attest dat dateert van voor minimum drie jaar ten aanzien van de in artikel 3 bedoelde erkenningsaanvraag;

18° elk ander document dat door het erkende representatieve orgaan als relevant wordt beschouwd.

§ 2. Indien het dossier betreffende de in § 1, 1°, 17°, bedoelde elementen onvolledig is, verzoekt de Waalse Regering of diens afgevaardigde het erkende representatieve orgaan om de ontbrekende documenten.

§ 3. De Regering bepaalt de modellen van documenten bedoeld in § 1, 9° tot 13°, waarmee de aanvraag op straffe van niet-ontvankelijkheid moet overeenstemmen.

Art. 5. § 1. Onmiddellijk na ontvangst van het volledige dossier stuurt de Waalse Regering of diens afgevaardigde een afschrift ervan aan de betrokken gemeente(n), voor de instellingen belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten die op gemeentelijk vlak worden gefinancierd, en aan de betrokken provincie en aan de gemeente op het grondgebied waarvan de plaats van eredienst is gelegen, voor de instellingen belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten die op provinciaal vlak worden gefinancierd.

§ 2. Binnen zestig dagen na ontvangst van het afschrift van het dossier maken de gemeenteraad van de betrokken gemeente(n) voor de instellingen belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten die op gemeentelijk vlak worden gefinancierd, of de provincieraad van de betrokken provincie en de gemeenteraad van de gemeente op het grondgebied waarvan de eredienst is gelegen, voor de instellingen belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten die op provinciaal vlak worden gefinancierd, hun advies over. Deze termijn kan voor dezelfde duur en tweemaal verlengd worden door het gemeentecollege van de betrokken gemeente(n), voor de instellingen belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten die op gemeentelijk vlak worden gefinancierd, of door het provinciecollege van de betrokken provincie en het gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan de plaats van eredienst is gelegen, voor de instellingen belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten die op provinciaal vlak worden gefinancierd. De termijn wordt opgeschort tussen 15 juli en 15 augustus. Het gemeentecollege van de betrokken gemeente(n), voor de instellingen belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten die op gemeentelijk vlak worden gefinancierd, of het provinciecollege van de betrokken provincie en het gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan de plaats van eredienst is gelegen, voor de instellingen belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten die op provinciaal vlak worden gefinancierd, maken hun beslissing tot verlenging over. De kennisgeving geschiedt op straffe van nietigheid uiterlijk op de vervalddag van de termijn.

Het advies gaat vergezeld van een verslag over de staat van het gebouw of van de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst. Daartoe wijzen de betrokken gemeente(n) of de betrokken provincie één of meerdere personen aan die ermee belast worden de plaatsen te bezoeken.

Indien het advies niet binnen de termijn wordt overgemaakt, wordt de procedure voortgezet overeenkomstig artikel 6.

Art. 6. Onmiddellijk na ontvangst van het advies van de gemeenteraad van de betrokken gemeente(n), voor de instellingen belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten die op gemeentelijk vlak worden gefinancierd, of van de provincieraad van de betrokken provincie en van de gemeenteraad van de gemeente op het grondgebied waarvan de eredienst is gelegen, voor de instellingen belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten die op provinciaal vlak worden gefinancierd, of bij gebrek aan overmaking van advies binnen de in artikel 5, § 2, eerste lid, bedoelde termijn, onmiddellijk na het verstrijken van die termijn, maakt de Waalse Regering of diens afgevaardigde een afschrift van het volledige dossier over aan de Minister van Justitie die een advies uitbrengt.

Art. 7. Onmiddellijk na ontvangst van het in artikel 6 bedoelde advies begint de behandeling van de aanvraag.

Art. 8. De Waalse Regering beoordeelt de erkenningsaanvraag op grond van de volgende criteria :

1° het bestaan van een plaats van eredienst overeenstemmend met het gebruik waarvoor hij is bestemd en aangepast aan de omvang van de plaatselijke geloofsgemeenschap;

2° het bestaan van een juridische structuur die aan het aangevraagd openbaar statuut aangepast is en die aan wettelijke verplichtingen voldoet;

3° het gebrek aan schending, door de leden van de beheersorganen van de geloofsinstelling onder wie de bedienaar(s) van de eredienst, van de Grondwet, het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en het geheel van de bestaande wetgevingen evenals het bewijs van hun administratieve en financiële beheerscapaciteit.

Art. 9. § 1. De beslissing van de Waalse Regering wordt meegedeeld aan het erkende representatieve orgaan, aan de juridische structuur van de plaatselijke geloofsgemeenschap, aan de Minister van Justitie en, voor de instellingen belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten die op gemeentelijk vlak worden gefinancierd, aan de betrokken gemeente(n) en aan de gouverneur van de betrokken provincie, en voor de instellingen belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten die op provinciaal vlak worden gefinancierd, aan de betrokken provincie en aan de gemeente op het grondgebied waarvan de plaats van eredienst is gelegen.

§ 2. De beslissing van de Waalse Regering wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

HOOFDSTUK II. — *Verplichtingen van de instellingen belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten*

Art. 10. § 1. Naast de verplichtingen vermeld in de specifieke wetgevingen, moet de instelling belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten voldoen aan de volgende verplichtingen :

1° houder zijn van zakelijke rechten op het gebouw of de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst of, bij gebreke daarvan, wanneer het gebouw of de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst niet aan een overheid toebehoren, een afschrift van de met de eigenaar gesloten overeenkomst betreffende het gebruik van het gebouw of de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst kunnen voorleggen;

2° een afschrift van de stedenbouwkundige vergunning van het gebouw of van de gebouwen gebruik als plaats van eredienst, die specifiek in het kader van de overwogen geloofsactiviteit afgegeven wordt, kunnen voorleggen;

3° het bewijs van het bestaan van de verzekeringspolissen inzake brand en burgerlijke aansprakelijkheid voor het gebouw of de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst kunnen voorleggen;

4° een afschrift van het attest van de commandant van de brandweerdienst waaruit blijkt dat het gebouw of de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst met de vigerende veiligheidsnormen overeenstemmen, kunnen voorleggen;

5° voor de leden van de beheersorganen, onder wie de bedienaar(s) van de eredienst, een verklaring op erewoord, die door elk onder hen behoorlijk ondertekend is en waaruit blijkt dat ze zich ertoe verbinden :

a) de Grondwet, het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en het geheel van de bestaande wetgevingen na te leven;

b) niet hun medewerking te verlenen aan handelingen strijdig met de Grondwet, het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en het geheel van de bestaande wetgevingen na te leven;

c) de nodige inspanningen te leveren die nodig zijn opdat de plaatselijke geloofsgemeenschap, waarvan ze lid zijn, niet in verband zou worden gebracht met woorden of handelingen strijdig met de Grondwet, het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden;

6° voor de leden van de beheersorganen, onder wie de bedienaar(s) van de eredienst, een schriftelijke verklaring tot verbintenis van de naleving van het gebruik der talen in bestuurszaken kunnen voorleggen.

§ 2. Op verzoek van de Waalse Regering of diens afgevaardigde, maken de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten de in § 1 bedoelde documenten binnen dertig dagen over.

Op verzoek van de betrokken gemeente(n), voor de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die op gemeentelijk vlak worden gefinancierd, of van de betrokken provincie, voor de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die op provinciaal vlak worden gefinancierd, maakt de instelling belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten, de in § 1 bedoelde documenten binnen dertig dagen over.

Op verzoek van de gemeente op het grondgebied waarvan de plaats(en) van eredienst van een instelling belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten is (zijn) gelegen, maakt deze instelling de in § 1 bedoelde documenten binnen dertig dagen over.

§ 3. De Regering bepaalt de modellen van documenten bedoeld in § 1, 1°, 5° en 6° waarmee de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten moeten overeenstemmen met het oog op de naleving van de in § 1 bedoelde verplichtingen.

HOOFDSTUK III. — *Intrekking van de erkenning*

Art. 11. § 1. De Waalse Regering vat een procedure aan die kan leiden tot de intrekking van de erkenning van een instelling belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die in één van de volgende toestanden verkeren :

1° de instelling voldoet niet meer aan minstens één van de voorwaarden die haar erkenning hebben mogelijk gemaakt;

2° de instelling voldoet niet aan de bij hoofdstuk II opgelegde voorwaarden;

3° de instelling beschikt niet meer over een beheersorgaan;

4° de vervallen verklaarde instelling heeft haar activiteitenverslag niet binnen de in artikel 14 voorgeschreven termijn overgemaakt.

5° de instelling heeft haar plaats van eredienst overgeplaatst zonder de Waalse Regering daarvan vooraf te waarschuwen, overeenkomstig hoofdstuk VIII;

6° de leden van de beheersorganen van de instelling waaronder de bedienaar(s) van de eredienst, leven de voorschriften van de verklaring op erewoord overeenkomstig artikel 10, § 1, 5°, niet;

7° de instelling heeft een gift of een legaat voorgelegd aan het algemeen vernietigingstoezicht met verplichte verzending overeenkomstig de artikelen L3161-4 en L3161-8 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie genoten en heeft de akte vergezeld van de bewijsstukken niet overgemaakt aan de toezichtoverheid.

Art. 12. In het kader van de behandeling van het dossier worden de betrokken instelling belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten en het erkende representatieve orgaan ondervraagd.

Art. 13. § 1. De beslissing van de Waalse Regering wordt meegedeeld aan het erkende representatieve orgaan, in voorkomend geval, aan de juridische structuur van de plaatselijke geloofsgemeenschap, aan de Minister van Justitie en, voor de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die op gemeentelijk vlak worden gefinancierd, aan de betrokken gemeente(n) en aan de gouverneur van de betrokken provincie, en voor de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die op provinciaal vlak worden gefinancierd, aan de betrokken provincie en aan de gemeente op het grondgebied waarvan de plaats van eredienst is gelegen.

§ 2. De beslissing van de Waalse Regering wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

HOOFDSTUK IV. — *Verplichtingen van de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die het voorwerp hebben uitgemaakt van een verval*

Art. 14. § 1. De instelling belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die het voorwerp hebben uitgemaakt van een verval overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikel 15 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten richt jaarlijks een activiteitenverslag aan de Waalse Regering die de opstellingsmodaliteiten ervan bepaalt.

§ 2. Het in § 1 bedoelde verslag wordt uiterlijk op 15 februari gericht en vermeldt de tijdens het vorige jaar uitgeoefende activiteit.

§ 3. Het in § 1 bedoelde verslag vermeldt met name het adres van het(de) gebouw(en) gebruikt als plaats van eredienst, de samenstelling van de beheersorganen en elk element waarmee de doeltreffendheid van de openbare opdracht die haar is toevertrouwd en de naleving van de in artikel 8 bedoelde erkenningscriteria kunnen worden gecontroleerd.

HOOFDSTUK V. — *Registratie van de geloofsgemeenschappen*

Art. 15. Elke gemeenschap die niet erkend is of waarvan de erkenning overeenkomstig hoofdstuk III is ingetrokken en waarin een geloofsactiviteit wordt uitgeoefend, richt een registratie-aangifte aan de Waalse Regering.

Art. 16. § 1. De registratie-aangifte omvat :

1° de naam van de gemeenschap;

2° het adres van het gebouw of van de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst;

3° de huidige juridische structuur van de gemeenschap;

4° de personalia van de verantwoordelijke (naam, voornamen, nationaliteit, postadres, telefoonnummer, e-mail, rijksregisternummer);

5° de personalia van de bedienaar van de eredienst (naam, voornamen, nationaliteit, postadres, telefoonnummer, e-mail, rijksregisternummer);

6° het aantal personen die het gebouw of van de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst bezoeken;

7° een afschrift van de stedenbouwkundige vergunning van het gebouw of van de gebouwen gebruik als plaats van eredienst, die specifiek in het kader van de overwogen geloofsactiviteit afgegeven wordt;

8° een afschrift van de verzekeringspolissen inzake brand en burgerlijke aansprakelijkheid van het gebouw of van de gebouwen gebruik als plaats van eredienst,

9° het attest van de commandant van de brandweerdienst waaruit blijkt dat het gebouw of de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst met de vigerende veiligheidsnormen overeenstemmen.

§ 2. Elke latere wijziging van de vermeldingen bedoeld in § 1 maakt het voorwerp uit van een bijkomende aangifte.

§ 3. De Waalse Regering bepaalt het model van de in § 1 bedoelde aangifte waarmee de gemeenschap op straffe van niet-ontvankelijkheid van de aangifte moet overeenstemmen.

Art. 17. § 1. Indien de elementen bedoeld in artikel 16, § 1, onvolledig zijn verzoekt de Waalse Regering of diens afgevaardigde de gemeenschap om de ontbrekende informatie.

§ 2. Onmiddellijk na ontvangst van het geheel van de elementen bedoeld in artikel 16, § 1, richt de Waalse Regering of diens afgevaardigde een gedateerde registratieattest aan de gemeenschap.

§ 3. De Waalse Regering maakt het in § 2 bedoelde model van attest op.

HOOFDSTUK VI. — *Samensmelting van de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten*

Art. 18. Het representatieve orgaan dient een aanvraag tot samensmelting van twee of meerdere instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten bij de Waalse Regering in.

Art. 19. § 1. De met redenen omklede aanvraag gaat vergezeld van :

1° de identificatie van de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten waarvan de samensmelting wordt overwogen;

2° de identificatiegegevens van de instelling belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die als overnemende instelling moet worden beschouwd en die na de samensmelting blijft voortbestaan;

3° het lot voorbehouden aan de roerende en onroerende goederen van de instelling(en) belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die als overgenomen instelling moet(en) worden beschouwd;

4° het lot voorbehouden aan het gebouw of aan de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst van de overgenomen instellingen;

5° de weerslag inzake betaalde plaatsen van de bedienaars van de eredienst verbonden aan de plaats van erediensten van de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten waarvan de samensmelting wordt aangevraagd;

6° een afschrift van de beraadslaging aangenomen door elk van de organen belast met het beheer van de instellingen bedoeld in 1° en 2° betreffende de overwogen samensmelting, het lot voorbehouden aan de in 3° bedoelde roerende en onroerende goederen en het lot voorbehouden aan het gebouw of aan de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst van de overgenomen instellingen;

7° een afschrift van de beraadslaging van de gemeenteraad van de betrokken gemeente(n), voor de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die op gemeentelijk vlak worden gefinancierd, of van de provincieraad van de betrokken provincie, voor de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die op provinciaal vlak worden gefinancierd, die een advies uitbrengen over de overwogen samensmelting en over het lot voorbehouden aan het gebouw of de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst van de overgenomen instellingen.

8° elk ander bewijsstuk.

§ 2. Indien het dossier betreffende de in § 1, 1° tot 7°, bedoelde elementen onvolledig is, verzoekt de Waalse Regering of diens afgevaardigde het erkende representatieve orgaan om de ontbrekende documenten.

Art. 20. Onmiddellijk na ontvangst van het volledige dossier maakt de Waalse Regering of diens afgevaardigde een afschrift ervan aan de Minister van Justitie die een advies uitbrengt.

Art. 21. Onmiddellijk na ontvangst van het in artikel 20 bedoelde advies begint de behandeling van de aanvraag.

Art. 22. § 1. De beslissing van de Waalse Regering wordt megedeeld aan het erkende representatieve orgaan, aan de instelling belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten, aan de Minister van Justitie en, voor de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die op gemeentelijk vlak worden gefinancierd, aan de betrokken gemeente(n) en aan de gouverneur van de betrokken provincie, en voor de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die op provinciaal vlak worden gefinancierd, aan de betrokken provincie.

§ 2. De beslissing van de Waalse Regering wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van de territoriale beperkingen van de instellingen die belast zijn met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten en die op gemeentelijk vlak worden gefinancierd*

Art. 23. Het representatieve orgaan dient een aanvraag tot wijziging van de territoriale beperkingen van een instelling belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten en gefinancierd op gemeentelijk vlak bij de Waalse Regering in.

Art. 24. § 1. De met redenen omklede aanvraag gaat vergezeld van :

1° de identificatie van de instelling(en) belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die door de overwogen wijziging van de territoriale beperkingen geïmpacteerd worden;

2° een plan met vermelding van de nieuwe overwogen territoriale beperkingen;

3° een afschrift van de beraadslaging aangenomen door elk van de organen belast met het beheer van de in 1° bedoelde instellingen betreffende de overwogen wijziging van de territoriale beperkingen;

3° een afschrift van de beraadslaging van de gemeenteraad van de gemeente(n) geïmpacteerd door de overwogen wijziging van de territoriale beperkingen, die een advies over deze wijziging uitbrengt;

5° elk ander bewijsstuk.

§ 2. Indien het dossier betreffende de in § 1, 1° tot 4°, bedoelde elementen onvolledig is, verzoekt de Waalse Regering of diens afgevaardigde het erkende representatieve orgaan om de ontbrekende documenten.

Art. 25. Onmiddellijk na ontvangst van het volledige dossier begint de behandeling van de aanvraag.

Art. 26. § 1. De beslissing van de Waalse Regering wordt meegedeeld aan het erkende representatieve orgaan, aan de instelling belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten, aan de Minister van Justitie, aan de gouverneur van de betrokken provincie en aan de betrokken gemeente(n).

§ 2. De beslissing van de Waalse Regering wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

HOOFDSTUK VIII. — *Desaffectatie van de erkende plaatsen van eredienst*

Art. 27. Het erkende representatieve orgaan dient een aanvraag voor een desaffectatie van een erkende plaats van eredienst bij de Waalse Regering in.

Art. 28. § 1. De met redenen omklede aanvraag gaat vergezeld van :

1° de identificatie van de instelling belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten en bevoegd voor de administratie van de plaats van eredienst waarvan de desaffectatie wordt aangevraagd;

2° de identificatie van de plaats van eredienst waarvan de desaffectatie wordt aangevraagd;

3° het lot voorbehouden aan de roerende goederen van de plaats van eredienst waarvan de desaffectatie wordt aangevraagd;

4° de weerslag inzake de betaalde plaats van de bedienaar van de eredienst verbonden aan de plaats van eredienst van de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten waarvan de desaffectatie wordt aangevraagd;

5° een afschrift van de beraadslaging van het orgaan belast met het beheer van de in 1° bedoelde instelling betreffende de overwogen desaffectatie;

6° een afschrift van de beraadslaging van de gemeenteraad van de betrokken gemeente(n), voor de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die op gemeentelijk vlak worden gefinancierd, of van de provincieraad van de betrokken provincie, voor de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die op provinciaal vlak worden gefinancierd, die een advies uitbrengen over de overwogen desaffectatie;

7° elk ander bewijsstuk.

§ 2. Indien het dossier betreffende de in § 1, 1° tot 6°, bedoelde elementen onvolledig is, verzoekt de Waalse Regering of diens afgevaardigde het erkende representatieve orgaan om de ontbrekende documenten.

Art. 29. In geval van desaffectatie van het gebouw dat voornamelijk bestemd is voor de uitoefening van de eredienst gaat de aanvraag vergezeld ofwel van een aanvraag tot samensmelting zoals bedoeld in hoofdstuk VI, ofwel van een aanvraag voor de overplaatsing van de plaats van eredienst zoals bedoeld in hoofdstuk IX.

Art. 30. In aanwezigheid van een betaalde plaats van bedienaar van de erediensten verbonden aan de plaats van eredienst van de instelling belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten waarvan de desaffectatie wordt aangevraagd, richt de Waalse Regering of diens afgevaardigde onmiddellijk na ontvangst van het dossier een afschrift ervan aan de Minister van Justitie die een advies uitbrengt.

Art. 31. Onmiddellijk na ontvangst van het advies bedoeld in artikel 30 of bij gebrek aan betaalde plaats van bedienaar van de eredienst verbonden aan de plaats van eredienst van de instelling belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten waarvan de desaffectatie wordt aangevraagd, begint de behandeling van de aanvraag onmiddellijk na ontvangst van het volledige dossier.

Art. 32. § 1. De beslissing van de Waalse Regering wordt meegedeeld aan het erkende representatieve orgaan, aan de instelling belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten, aan de Minister van Justitie en, voor de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die op gemeentelijk vlak worden gefinancierd, aan de betrokken gemeente(n) en aan de gouverneur van de betrokken provincie, en voor de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die op provinciaal vlak worden gefinancierd, aan de betrokken provincie en aan de gemeente op het grondgebied waarvan de plaats van eredienst is gelegen.

§ 2. De beslissing van de Waalse Regering wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

HOOFDSTUK IX. — *Overplaatsing van de plaats van eredienst*

Art. 33. Elke instelling belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die haar plaats van eredienst wenst over te dragen, verzoekt vooraf en schriftelijk de Waalse Regering om machtiging en licht haar erkende representatieve orgaan daarover in.

Art. 34. § 1. Het met redenen omklede schrijven gaat vergezeld van :

1° een afschrift van de beraadslaging van het orgaan belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten dat over de overplaatsing van de plaats van eredienst beslist; dit afschrift omvat elementen over de afstemming van de oppervlakte van het gebouw gebruikt als nieuwe plaats van eredienst op het huidige aantal leden van de plaatselijke geloofsgemeenschap en over de ontwikkeling ervan;

2° een afschrift van de stedenbouwkundige vergunning van het gebouw gebruik als nieuwe plaats van eredienst, die specifiek in het kader van de overwogen geloofsactiviteit afgegeven wordt;

3° een uittreksel van de kadastrale legger van de nieuwe plaats van eredienst, met vermelding van de naam en het adres van de huidige eigenaar, de aard van het goed, de sectie, het nummer van het perceel, het bouwjaar, de oppervlakte van het perceel, het niet-geïndexeerde kadastraal inkomen;

4° het bewijs van het bestaan van de verzekeringspolissen inzake brand en burgerlijke aansprakelijkheid voor het gebouw gebruikt als nieuwe plaats van eredienst;

5° een afschrift van het attest van de commandant van de brandweerdienst waaruit blijkt dat het gebouw gebruikt als nieuwe plaats van eredienst met de vigerende veiligheidsnormen overeenstemt;

6° elk document met vermelding van de aard van de zakelijke rechten op het gebouw gebruikt als nieuwe plaats van eredienst, waarover de instelling belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten beschikt of, bij gebreke daarvan, een afschrift van de overeenkomst betreffende het gebruik van het gebouw gebruikt als nieuwe plaats van eredienst;

7° elk ander bewijsstuk.

§ 2. Indien het dossier betreffende de in § 1, 1° tot 6°, bedoelde elementen onvolledig is, verzoekt de Waalse Regering of diens afgevaardigde de instelling belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten om de ontbrekende documenten.

Art. 35. § 1. Onmiddellijk na ontvangst van het volledige dossier stuurt de Waalse Regering of diens afgevaardigde een afschrift ervan, voor de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die op gemeentelijk vlak worden gefinancierd, aan de gemeente of aan de betrokken gemeenten, en voor de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die op provinciaal vlak worden gefinancierd, aan de betrokken provincie en aan de gemeente op het grondgebied waarvan de plaats van eredienst is gelegen.

§ 2. Binnen zestig dagen na ontvangst van het afschrift van het dossier maken de gemeenteraad van de betrokken gemeente(n) voor de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die op gemeentelijk vlak worden gefinancierd, of de provincieraad van de betrokken gemeenten en de gemeenteraad van de gemeente op het grondgebied waarvan de eredienst is gelegen, voor de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die op provinciaal vlak worden gefinancierd, hun advies over. De termijn wordt opgeschort tussen 15 juli en 15 augustus.

Het advies gaat vergezeld van een verslag over de staat van het nieuwe gebouw overwogen als plaats van eredienst en, met name, de oppervlakte ervan. Daartoe wijzen de betrokken gemeente(n) of de betrokken provincie één of meerdere personen aan die ermee belast worden de plaatsen te bezoeken.

Indien het advies niet binnen de termijn wordt overgemaakt, wordt de procedure voortgezet overeenkomstig artikel 36.

Art. 36. Onmiddellijk na ontvangst van het advies van de gemeenteraad van de betrokken gemeente(n) voor de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die op gemeentelijk vlak worden gefinancierd, of van de provincieraad van de betrokken provincie en van de gemeenteraad van de gemeente op het grondgebied waarvan de eredienst is gelegen, voor de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die op provinciaal vlak worden gefinancierd, of bij gebrek aan overmaking van advies binnen de in artikel 35, § 2, eerste lid, bedoelde termijn, begint de behandeling van de aanvraag onmiddellijk na het verstrijken van deze termijn.

Art. 37. § 1. De beslissing van de Waalse Regering wordt meegedeeld aan het erkende representatieve orgaan, aan de instelling belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten, aan de Minister van Justitie en voor de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die op gemeentelijk vlak worden gefinancierd, aan de betrokken gemeente(n) en aan de gouverneur van de betrokken provincie, en voor de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die op provinciaal vlak worden gefinancierd, aan de betrokken provincie en aan de gemeente op het grondgebied waarvan de plaats van eredienst is gelegen.

§ 2. De beslissing van de Waalse Regering wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

HOOFDSTUK X. — *Overgangsmaatregelen*

Art. 38. § 1. Dit decreet is onmiddellijk vanaf de inwerkingtreding ervan van toepassing op :

1° elke erkenningsaanvraag bedoeld in hoofdstuk I die niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een beslissing van de Waalse Regering vóór de inwerkingtreding ervan;

2° elke aanvraag tot samensmelting van twee of meerdere instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten, die bedoeld is in hoofdstuk VI en die niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een beslissing van de Waalse Regering vóór de inwerkingtreding ervan;

3° elke aanvraag tot wijziging van de territoriale beperkingen van de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten, die bedoeld is in hoofdstuk VII en die niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een beslissing van de Waalse Regering vóór de inwerkingtreding ervan;

4° elke aanvraag tot desaffectatie van een erkende plaats van eredienst die bedoeld is in hoofdstuk VIII en die niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een beslissing van de Waalse Regering vóór de inwerkingtreding ervan;

5° elke aanvraag tot overplaatsing van een erkende plaats van eredienst die bedoeld is in hoofdstuk IX en die niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een beslissing van de Waalse Regering vóór de inwerkingtreding ervan.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, 1°, gaan de erkenningsaanvragen die sinds meer dan drie jaar voor de inwerkingtreding van dit decreet door het representatieve orgaan zijn ingediend, niet vergezeld van het in artikel 4, § 1, 17°, bedoelde aangifte-attest.

Art. 39. De instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten beschikken over een termijn van twaalf maanden te rekenen van de inwerkingtreding van dit decreet om zich aan de bepalingen van artikel 10, § 1, aan te passen.

Art. 40. De instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die het voorwerp hebben uitgemaakt van een verval, maken hun activiteitenverslag betreffende het jaar 2017 dat bedoeld is in artikel 14 uiterlijk op 15 februari 2018 over.

Art. 41. De gemeenschappen waarin een geloofsactiviteit wordt uitgeoefend, beschikken over een termijn van zes maanden te rekenen van de inwerkingtreding van dit decreet om zich aan de in hoofdstuk V bedoelde registratieverplichting aan te passen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 18 mei 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Administratieve Vereenvoudiging en Energie,

Chr. LACROIX

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid en Huisvesting,

P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

—
Nota

(1) *Zitting 2016-2017.*

Stukken van het Waals Parlement, 770 (2016-2017), nrs. 1 tot 7.

Volledig verslag, openbare zitting van 17 mei 2017.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/203209]

24 MAI 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon reconnaissant l'Association pour la Promotion des Protéagineux et des Oléagineux en tant qu'organisation de producteur pour le secteur des autres produits de l'annexe I, partie XXIV du Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.195 et D.196;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015 relatif à la reconnaissance des organisations de producteurs, associations d'organisations de producteurs et organisations interprofessionnelles;

Considérant la demande de reconnaissance introduite par l'Association pour la Promotion des Protéagineux et des Oléagineux, en abrégé APPO, le 23 novembre 2016;

Considérant que le dossier déposé par l'APPO contenait tous les documents exigés par l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015 relatif à la reconnaissance des organisations de producteurs, associations d'organisations de producteurs et organisations interprofessionnelles;

Considérant que l'APPO a son siège sur le territoire de la Région wallonne;

Considérant que cette association réunit un nombre important de membres et couvre un volume de production suffisamment grand que pour que l'association soit considérée comme étant représentative;